

Unité départementale du Rhône  
69 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TAM (ex SENSZO)**

BP 62  
ZI la grange Cléard  
69170 Tarare

Références : UDR-CTESSP-25-98-SP  
Code AIOT : 0006103780

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2025 dans l'établissement TAM (ex SENSZO) implanté ZI la grange Cléard 27 Avenue Edouard Herriot 69170 Tarare. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TAM (ex SENSZO)
- ZI la grange Cléard 27 Avenue Edouard Herriot 69170 Tarare
- Code AIOT : 0006103780
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du site étaient soumises au régime de l'autorisation, réglementées par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1990 modifié.

La liquidation judiciaire de la société TAM a été prononcée le 1er octobre 2020. Le liquidateur est Maître PEY-HARVEY du cabinet Alliance MJ.

L'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 a mis en demeure l'exploitant de mettre en sécurité son site. Par courrier daté du 2 novembre 2020, le liquidateur judiciaire a procédé à la notification de la cessation d'activité du site.

Un arrêté de consignation de somme a également été pris le 18 août 2021. L'Inspection a constaté le 6 avril 2022 que la mise en sécurité n'a pas été finalisée. Et par courrier du 23 septembre 2022, le liquidateur judiciaire a indiqué ne pas disposer des fonds nécessaires à la mise en sécurité du site.

Une visite menée 31 mai 2023 en présence du propriétaire du site et de l'ADEME avait permis de vérifier les points restants à réaliser pour finaliser la mise en sécurité et préparer une possible intervention de l'ADEME. A noter qu'une note de synthèse du 29 mars 2022 sur la mise en sécurité du site avait été transmise à l'Inspection par le propriétaire du site par courriel du 30 mars 2022.

La présente visite s'inscrit dans la suite de la visite du 31 mai 2023. L'ADEME a depuis la dernière visite, informé l'Inspection, qu'une intervention de sa part n'est plus envisagée à ce jour. Dans ce contexte, l'Inspection a diligencé la présente visite afin de faire le point avec le propriétaire du site sur les actions menées depuis la visite du 31 mai 2023 et des actions restant à mener.

#### Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Evacuation des produits dangereux	AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Surveillance des effets de l'installation sur son environnement	AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site est presque terminée. Il reste le curage de la canalisation d'évacuation des effluents depuis les ateliers jusqu'au bassin de prétraitement extérieur ainsi que le curage du séparateur, opérations prévues par le propriétaire du site en mars 2025.

La purge d'un point chaud et la surveillance des effets de l'installation sur son environnement n'ont pas été réalisées. Le propriétaire du site a toutefois indiqué prévoir de réaliser une campagne de caractérisation et de surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et aval hydraulique de l'installation afin de contrôler l'absence de migration hors site de la pollution en hydrocarbures. Au regard de la situation du site et en l'absence de travaux de dépollution, l'Inspection prévoit de mettre en place sur le site un SIS (Secteur d'Information sur les Sols) conformément aux articles R125-41 à R125-47 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Evacuation des produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SELARL Alliance MJ, liquidateur judiciaire de la société TAM qui exploitait, ZI La Grange Cléard, 27 rue Edouard Herriot à TARARE, des activités de teinturerie, est mise en demeure de procéder : - dans un délai de 2 mois, à la mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R.512-39-I du code de l'environnement ; Extrait R512-39-1 : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
<b>Constats :</b>  L'Inspection a constaté que le curage des caniveaux et canalisations de collecte des effluents ainsi que l'évacuation du liquide de la fosse enterrée, qui s'est avéré être de l'eau claire, ont été réalisés depuis la dernière visite. Toutefois, la conduite d'évacuation des effluents située entre les ateliers et le bassin de prétraitement ainsi que le séparateur d'hydrocarbures n'ont pas été curés. Le propriétaire du site a indiqué prévoir de réaliser ces deux opérations au mois de mars 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La conduite d'évacuation des effluents située entre les ateliers et le bassin de prétraitement ainsi que le séparateur d'hydrocarbures doivent être curés. Les justificatifs d'évacuation en filière agréée des résidus seront tenus à la disposition de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution de sols et de la nappe
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SELARL Alliance MJ, liquidateur judiciaire de la société TAM qui exploitait, ZI La Grange Cléard, 27 rue Edouard Herriot à TARARE, des activités de teinturerie, est mise en demeure de procéder : - dans un délai de 2 mois, à la mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R.512-39-I du code de l'environnement ; Extrait R512-39-1 : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
<b>Constats :</b>

La note de synthèse du 29 mars 2022 précitée conclut concernant la surveillance des effets de l'installation sur son environnement qu'il est nécessaire que les mesures ci-dessous soient mises en œuvre pour se conformer aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement :

- La source concentrée de pollution aux hydrocarbures localisée au niveau des sondages S7 et S8 doit être purgée dans la limite des contraintes techniques liées aux bâtiments ;
- Une analyse des risques résiduels après travaux devra être réalisée ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant ;
- Une campagne de caractérisation et de surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et aval hydraulique de l'installation est préconisée afin de contrôler l'absence de migration hors site de la pollution en hydrocarbures.

Depuis la dernière visite du 31 mai 2023, aucun élément n'a été transmis à l'Inspection justifiant de la réalisation des actions ci-dessus.

Comme précédemment indiqué, l'ancien exploitant, via la liquidation judiciaire, est dans l'incapacité financière de réaliser les actions ci-dessus et l'ADEME a informé l'Inspection qu'une intervention de sa part n'est plus envisagée à ce jour. Au regard de ce contexte, l'Inspection considère que le propriétaire du site est le seul en capacité de réaliser des actions tout en rappelant qu'il ne détient pas le statut d'ancien exploitant.

Le propriétaire du site a indiqué pendant la présente visite envisager de mettre en location le bâtiment pour des activités de stockage. Sur ce point, l'Inspection a rappelé au propriétaire que la cessation d'activité n'étant pas clôturée, le site a toujours le statut d'ICPE et qu'il est possible que l'air ambiant à l'intérieur des bâtiments présente des risques sanitaires pour le personnel qui serait amenées à travailler sur le site. Le propriétaire a aussi indiqué prévoir, à moyen terme, de détruire le bâtiment pour reconstruire de nouveaux locaux à vocation, a priori tertiaire, sans que le projet ne soit plus précis à ce jour. Le propriétaire a précisé que ces travaux impliqueront un décaissement du terrain situé sous les bâtiments actuels et donc une possibilité de purger facilement la source de pollution concentrée précitée. Le propriétaire a indiqué ne pas envisager de réaliser cette opération de purge de la source concentrée avant les travaux de démolition et de construction du futur projet mais prévoir de réaliser une campagne de caractérisation et de surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et aval hydraulique de l'installation afin de contrôler l'absence de migration hors site de la pollution en hydrocarbures.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans le contexte décrit ci-dessus, l'Inspection rappelle qu'il est nécessaire que les actions suivantes soient réalisées :

- Une campagne de caractérisation et de surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et aval hydraulique de l'installation afin de contrôler l'absence de migration hors site de la pollution en hydrocarbures ;
- La source concentrée de pollution aux hydrocarbures localisée au niveau des sondages S7 et S8 doit être purgée dans la limite des contraintes techniques liées aux bâtiments. Une analyse des risques résiduels après travaux devra être réalisée ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant ;

L'Inspection rappelle que des mesures d'air ambiant sont nécessaires avant tout usage des bâtiments.

Au regard de la situation du site et en l'absence de travaux de dépollution, l'Inspection prévoit de mettre en place sur le site un SIS (Secteur d'Information sur les Sols) conformément aux articles R125-41 à R125-47 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois